

## RWANDA

La communauté internationale garde le silence alors que des milliers de personnes sont tuées  
Index AI : AFR 47/57/97

Embargo : 25 septembre 1997, 0 h 01 GMT

Au moins 6 000 personnes, des civils non armés pour la plupart, auraient été tués au Rwanda entre janvier et août 1997, d'après les derniers éléments dont dispose Amnesty International. Toutefois, étant donné que de nombreuses morts ne sont pas signalées, les chiffres réels sont sans doute bien plus élevés.

Les témoignages recueillis par l'organisation de défense des droits de l'homme offrent un aperçu du quotidien de milliers d'hommes et de femmes rwandais : « Il fait sombre ici. » « Nous attendons la mort. » « Nous poussons un soupir de soulagement lorsque vingt-quatre heures se sont écoulées, puis nous nous inquiétons pour les vingt-quatre heures suivantes. C'est comme un contrat d'un jour. » « Nous allons nous coucher en sachant que le lendemain, nous ne serons peut-être plus là... »

Amnesty International s'est déclarée vivement préoccupée par le fait que les gouvernements des pays voisins continuent à renvoyer des réfugiés au Rwanda, où nombre d'entre eux sont en danger de mort.

« Ils souffrent en silence, tandis que le reste du monde ignore largement leur sort. L'indifférence flagrante de la communauté internationale ne fait qu'encourager les forces de sécurité et les groupes armés d'opposition à poursuivre leurs tueries sans craindre d'être condamnés. »

Dans un rapport publié ce jour (jeudi 25 septembre 1997), Amnesty International évoque les massacres de civils non armés et autres exécutions illégales imputables aux soldats de l'Armée patriotique rwandaise (APR), les homicides délibérés commis par les groupes armés d'opposition présumés proches de l'ancienne armée rwandaise, ainsi que les "disparitions", les arrestations arbitraires et les mauvais traitements infligés aux détenus dans des centres de détention manifestement surpeuplés.

Des régions entières du Rwanda, notamment dans le nord-ouest, sont désormais quasiment inaccessibles en raison de l'insécurité généralisée qui y règne, et les comptes rendus des médias sur la situation actuelle des droits de l'homme sont rares. Les assassinats de ressortissants étrangers et rwandais collaborant avec les organisations internationales ont contraint les organisations humanitaires et de défense des droits de l'homme à retirer leurs personnels des zones les plus touchées et à revoir considérablement à la baisse leurs programmes d'assistance. Au nombre des victimes figurent des réfugiés rwandais renvoyés de force des pays voisins. Certains d'entre eux ont été tués, d'autres ont "disparu". D'autres encore sont privés de tout contact avec l'extérieur par le gouvernement rwandais, notamment des dizaines de réfugiés renvoyés contre leur gré du Gabon le 12 août, qui sont maintenus en détention au secret par l'armée et ne sont toujours pas autorisés à recevoir la visite des organisations humanitaires. « Aussi inévitable que cela puisse paraître, de nombreux gouvernements continuent à accepter l'idée que les réfugiés peuvent regagner le Rwanda en toute sécurité, alors qu'il s'agit manifestement d'une contre-vérité. Aucun État ne doit renvoyer des réfugiés contre leur gré au Rwanda, et s'il le fait, il doit être conscient des conséquences », a déclaré Amnesty International. Plusieurs pays, notamment les États-Unis et l'Afrique du Sud, ont livré du matériel militaire au Rwanda ou contribué à la formation des forces de sécurité de ce pays en 1996 et 1997, sans se soucier, semble-t-il, de leur attitude en matière de droits de l'homme. Par ailleurs, il semble que les

groupes armés d'opposition soient toujours approvisionnés de manière illicite en armes et en munitions par l'intermédiaire de la République démocratique du Congo (ex-Zaïre). L'armée des États-Unis a notamment participé à un programme de formation de l'APR. Le gouvernement américain est l'un des plus proches alliés politiques et militaires des autorités rwandaises et peut, à ce titre, exercer des pressions sur celles-ci en vue d'une amélioration de la situation des droits de l'homme ; pourtant, à la connaissance d'Amnesty International, il n'a jamais condamné publiquement les violations persistantes des droits fondamentaux commises au Rwanda, ni demandé expressément qu'il y soit mis fin.

« La communauté internationale a permis une fois encore que la mort fasse figure de réalité banale au Rwanda, poursuit l'Organisation. Les États-Unis et les autres États influents doivent dénoncer publiquement la poursuite des massacres et exiger que soient prises des mesures visant à mettre un terme aux violences dirigées contre les civils non armés. »

Dans son rapport, Amnesty International appelle le gouvernement rwandais à faire publiquement la lumière sur les circonstances entourant les violations des droits de l'homme, notamment sur l'identité des victimes et des auteurs, sur la progression des enquêtes et sur les mesures prises contre les personnes reconnues coupables. Elle exhorte également le gouvernement à condamner publiquement les exécutions extrajudiciaires et à établir un strict contrôle hiérarchique au sein de l'APR, afin d'empêcher de nouvelles exécutions illégales.

#### Informations générales

Dans la guerre non déclarée qui oppose, dans le nord-ouest du Rwanda, les forces régulières aux groupes armés d'opposition alliés, semble-t-il, à l'ancienne armée rwandaise – les Forces armées rwandaises (FAR) –, les victimes des deux camps sont, pour l'essentiel, des civils non armés. Le gouvernement soutient que la plupart des victimes civiles ont été tuées par les groupes armés d'opposition. Néanmoins, des sources indépendantes confirment que la majorité des meurtres de civils non armés commis ces derniers mois sont le fait de soldats de l'APR.

Des milliers de civils non armés, dont de jeunes enfants et des personnes âgées, ont été abattus au cours d'opérations militaires lancées, semble-t-il, à la suite d'offensives menées par les groupes armés d'opposition. Ainsi, le 8 août 1997, les forces de sécurité auraient tué plusieurs centaines de personnes sur un marché animé de Mahoko, à Kanama, dans la préfecture de Gisengyi. Au cours des deux jours qui ont suivi, au moins 95 personnes arrêtées non loin de là, à Rubavu, et un nombre indéterminé d'individus appréhendés à Kanama auraient été tués par les forces gouvernementales. Un certain nombre d'officiers de l'APR ont été interpellés à la suite de ces événements. Néanmoins, dans l'immense majorité des cas, aucune action en justice n'est intentée contre les auteurs de tels agissements.

Selon certaines sources, au moins 1 430 civils ont été tués par des soldats de l'APR à Nkuli, dans la préfecture de Ruhengeri, entre le 9 et le 11 mai. À Cyabingo, dans cette même préfecture, plus de 300 personnes auraient été tuées dans la seconde moitié du mois de mai et plus de 130, dont de nombreux enfants, en juin. À la connaissance d'Amnesty International, aucune mesure n'a été prise en vue de traduire en justice les responsables de ces tueries.

Les groupes armés d'opposition ont également procédé à des homicides arbitraires et délibérés de civils. Le massacre le plus important a eu lieu dans la nuit du 22 août 1997, lorsqu'au moins 130 réfugiés originaires de la République démocratique du Congo ont été tués dans le camp de réfugiés de Mudende (préfecture de Gisengyi). Au nombre des victimes figuraient de jeunes enfants endormis. D'après les informations recueillies, les forces gouvernementales et des civils armés se sont livrés le lendemain à des représailles qui ont fait un nombre indéterminé de morts.

Pour obtenir un exemplaire du rapport intitulé Rwanda: Ending the Silence [Rwanda. Rompre le silence], ou pour organiser une interview, veuillez contacter le Service de presse du Secrétariat international au 00 44 171 413 5566/5810.

---

La version originale a été publiée par Amnesty International, Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 8DJ, Royaume-Uni. Seule la version anglaise fait foi. La version française a été traduite et diffusée par les Éditions francophones d'Amnesty International - ÉFAI -